

EXAMEN DE FIN D'ÉTUDES SECONDAIRES CLASSIQUES
Sessions 2023 – QUESTIONNAIRE ÉCRIT

Date :	08.06.23	Durée :	08:15 - 10:15	Numéro candidat :	
Discipline :	Économie politique		Section(s) :	CG / CG-4LANG	

I. L'État – rôle économique et social (13 points)

- I.1. «L'impôt direct est plus équitable que l'impôt indirect.» Définissez ces deux types d'impôts et commentez l'affirmation tout en donnant un exemple pour chaque type d'impôt. (4p.)
- I.2. Définissez la notion de « conjoncture » et énoncez ses indicateurs. (2p.)
- I.3. Caractérissez la situation de « basse conjoncture ». Comment appelle-t-on la politique à mettre en œuvre par l'État dans une telle situation ? Quels sont ses instruments ? Expliquez brièvement leurs effets. (sans représentation graphique) (7p.)

II. Emploi et chômage (20 points)

- II.1. Qu'est-ce que le chômage structurel ? Présentez deux remèdes. (8p.)
- II.2. Expliquez en détail et à l'aide d'un graphique adéquat la possibilité d'arbitrage entre le chômage et l'inflation tout en développant la notion de « politique stop and go ». (12p.)

III. Les relations économiques internationales (14 points)

III.1. Exercice

Soit une économie ouverte, avec intervention de l'État, caractérisée par les données suivantes :

$$C = 0,85 Y_d + 80$$

$$I_0 = 315$$

$$M = 0,18 Y + 170$$

$$G_0 = 450$$

$$T = 0,2 Y$$

$$E_0 = 425$$

- a) Établissez de façon détaillée la formule générale pour déterminer le revenu national d'équilibre. Combien vaut le revenu national d'équilibre ? (4p.)
- b) Calculez et interprétez le solde de la balance commerciale. (2p.)
- c) Supposons que le revenu national de plein-emploi s'élève à 2 500. Quelle devrait être la valeur des exportations pour atteindre ce revenu national de 2 500 ? (3p.)

III.2. Quels sont deux avantages économiques en faveur d'une ouverture des frontières au commerce international ? (5p.)

IV. Économie et écologie**(3 points)**

IV.1. Qu'est-ce que vous entendez par « développement durable » ? (3p.)

V. Question de réflexion**(10 points)****Inflation****Jusqu'à où les banques centrales doivent-elles monter les taux ?**

La Banque centrale européenne aura du mal à atteindre son objectif de stabilité des prix, car elle a peu de prise sur une inflation liée aux tensions sur l'offre.

La Banque centrale européenne (BCE) a pensé, dans un premier temps, que l'inflation en Europe serait temporaire. Mais la persistance et l'amplification de la hausse des prix suite au déclenchement de la guerre en Ukraine l'ont conduite à réviser son jugement et, dans la foulée, l'orientation de la politique monétaire de la zone euro, suivant ainsi le pas de la Banque d'Angleterre et de la Réserve fédérale (la banque centrale américaine). Après plusieurs années d'une politique de taux très bas, les banques centrales, à l'exception de la Banque du Japon, ont amorcé il y a quelques mois un cycle de resserrement.

(...)

La BCE a également décidé d'une première hausse d'un demi-point de son principal taux directeur en juillet 2022, qui avait été descendu au plancher depuis plusieurs années (0 %). Le mouvement s'est amplifié lors des réunions de septembre et d'octobre avec deux hausses de 0,75 point, (...). La capacité de la BCE à atteindre son objectif de stabilité des prix est toutefois incertaine. Dans ces conditions, se pose la question de savoir si les hausses de taux doivent se poursuivre.

(...)

Un problème d'offre plutôt qu'un excès de demande

La poussée inflationniste actuelle résulte en grande partie de la hausse des prix de l'énergie (pétrole et gaz) et des prix alimentaires. Ainsi, au mois d'octobre 2022 en zone euro, la contribution des prix de l'énergie à l'inflation s'élevait à 4,5 points et celle des prix alimentaires à 2,6 points. Ces deux composantes représentant donc plus des deux tiers de l'inflation. La hausse des prix de l'énergie est liée à l'évolution de l'offre et de la demande mondiale de pétrole et de gaz et, encore plus ces derniers temps, au contexte géopolitique marqué par la guerre en Ukraine. Les prix alimentaires ont, eux, grimpé du fait d'aléas climatiques qui ont réduit les récoltes, mais aussi en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, tous deux producteurs de céréales. **Or, la hausse des taux de la BCE n'aura pas d'effet sur ces deux composantes de l'inflation.**

(...)

Enfin, une partie de l'inflation résulte des conséquences des restrictions sanitaires qui subsistent, notamment en Chine, et perturbent les chaînes d'approvisionnement, créant des tensions sur l'offre au niveau mondial. En clair, même si la décomposition précise des sources de l'inflation est incertaine, les facteurs d'offre globale, sur lesquels la politique monétaire n'a pas d'effet, sont prépondérants dans la zone euro.

L'action de la BCE pourra donc difficilement ramener l'inflation vers 2 %, sauf à provoquer une forte récession et une hausse du chômage. Néanmoins, la hausse des taux pourrait se justifier par la volonté de « normaliser » la politique monétaire après des années de taux très bas qui ont pu favoriser un endettement

privé excessif et alimenter ainsi le risque d'instabilité financière. Par ailleurs, le resserrement monétaire envoie le signal que la BCE réagit face à l'inflation et espère ainsi limiter l'enclenchement d'une spirale inflationniste qui pourrait notamment émerger en cas de hausse des anticipations d'inflation par les acteurs économiques. Dans ces conditions, la remontée des taux est probablement nécessaire pour montrer la vigilance de la BCE, mais elle doit être modérée pour éviter de précipiter l'économie dans une récession.

Source : www.alternativeséconomiques.fr du 21 novembre 2022, par Christophe Blot

- V.1. Comment appelle-t-on la politique monétaire pratiquée par la BCE ? Quel est son instrument principal ? Expliquez son mécanisme. (5p.)
- V.2. Quel est l'objectif principal de cette politique ? (1p.)
- V.3. Expliquez la phrase soulignée dans l'article ci-dessus. (4p.)